



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/25/106 modifiant l'arrêté d'autorisation du 20
septembre 2019 de la société LHOTELLIER 3D SOLUTIONS implantée sur la
commune de Alizay**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu :

le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.181-14 et L.514-5,

le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n°DELE/BERP/19/1265 du 20 septembre 2019 autorisant la société LHOTELLIER 3D SOLUTIONS à exploiter une plateforme de transit, regroupement, tri, traitement et valorisation de terres et matériaux inertes située sur la commune de Alizay,

le récépissé de changement de dénomination sociale pour LHOTELLIER 3D SOLUTIONS, en date du 7 août 2025,

le dossier de demande de modification adressé à Monsieur le Préfet de l'Eure le 17 mars 2025, complété le 29 août 2025,

le projet d'arrêté porté le 15 septembre 2025 à la connaissance du demandeur,

le rapport et les propositions du 11 décembre 2025 de l'inspection des installations classées,

les observations du demandeur sur ce projet le 3 octobre 2025 puis le 8 décembre 2025,

Considérant :

la demande déposée,

le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R.181-46 du Code de l'environnement,

l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions d'un arrêté d'autorisation,

l'article R.181-39 du Code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : OBJET

La société LHOTELLIER 3D SOLUTIONS, dont le siège social se situe Z.I. Rue du Manoir – CS 80078 - 76340 BLANGY-SUR-RESLE, est tenue de se conformer aux prescriptions modificatives suivantes.

Les prescriptions ci-dessous se substituent aux prescriptions des articles nommés de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2019 fixant les conditions d'exploiter une plateforme de transit, regroupement, tri, traitement et valorisation de terres et matériaux inertes située sur la commune de Alizay .

Le chapitre 1.5 « Garanties financières » de l'arrêté du 20 septembre 2019 est abrogé.

ARTICLE 2 : Modification de l'article 1.1.1 « Exploitant titulaire de l'autorisation » de l'arrêté du 20 septembre 2019

La société LHOTELLIER 3D SOLUTIONS dont le siège social est situé à ZI Rue du Manoir 76340 BLANGY SUR BRESLE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Alizay, Zone industrielle de la Rangle – Route du Manoir, les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation unique tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3.

ARTICLE 3 : Modification de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Rubrique	Libellé de l'installation	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime*
2790	Installations de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement de terres impactées assimilées à des déchets non dangereux ou dangereux	- Biopile : 78 000 T/an	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j		- Activité ARM : (2791-1) Max : 25000 T/an - Lavage : Moy : 50 000 T/an Max : 95 000 T/an	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique...		Capacité maximale de traitement 198 000 T/an Capacité moyenne journalière : 800 T/j	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage des terres dangereux en attente de traitement	Stockage temporaire de déchets dangereux : 8 100 tonnes	A
2515-1.a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-1. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Installation de criblage et concassage	Puissance de l'équipement de criblage = 75 kW Puissance de l'équipement de concassage = 187 kW soit une puissance cumulée des équipements de 262 kW	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³	Plates-formes de réception des terres non dangereuses non inertes en attente de traitement	Volume maximal étant d'environ 20 000 m³ (≈ 15 500 m³ sur la plate-forme étanche extérieure et ≈ 4 500 m³ sous bâtiment)	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m² 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²	Plates-forme de stockage produits finis	Surface de 8200 m²	D
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux,	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation < 1T	DC

Rubrique	Libellé de l'installation	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime*
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Charbons actifs	Charbons actifs pour le traitement des eaux Quantité = 11 T	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

L'établissement est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour ses activités :

- de traitement de déchets dangereux (rubrique 3510) ;
- de stockage temporaire (transit) de déchets dangereux (rubrique 3550).

La rubrique soulignée 3510 désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R. 515-61 du Code de l'environnement. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT (traitement des déchets

ARTICLE 4 : Modification de l'article 1.2.5.2 « Volumes des matières stockées temporairement et durée d'entreposage » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Le volume maximal de terres stockées temporairement sur le site, est limité à :

- 25 000 tonnes de terres impactées, sur une plateforme de réception et de criblage d'environ 4 500 m²,
- 7 500 tonnes de terres impactées dans une plateforme sous bâtiment de transit de terres d'environ 2 100 m²,
- 33 000 tonnes de terres impactées réparties sur les plates-formes de traitement biologique ou biopiles,
- 6 000 tonnes de matériaux impactés (dont 2 000 tonnes en intérieur et 4 000 tonnes en extérieur) réparties sur la plateforme ARM d'environ 2 500 m² dont 900m² couvert (hangar),
- 13 000 tonnes de matériaux valorisables, sur une aire de stockage d'environ 3 300 m².

La densité prise dans la conversion tonnage / volume est une densité égale à 1,65.

La durée d'entreposage des déchets sur le site ne peut pas excéder 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés ou 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés.

ARTICLE 5 : Modification de l'article 1.2.6 « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté du 20 septembre 2019

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé en :

- Un bâtiment de bureaux nécessaires au fonctionnement du site ;

- Une aire de stationnement des véhicules du personnel et des visiteurs (voirie légère) ;
- Les voiries internes du site et une aire de stationnement de poids lourds avant déchargement ;
- Une plate-forme extérieure de 4 500 m² de réception des terres impactées avant mise en traitement ;
- Une plate-forme de réception/transit des terres impactées sous bâtiment de 2 100 m² ;
- Une aire de traitement biologique des matériaux sur plate-formes étanches de 5 500 m² (imperméabilisés) et 4 400 m² (à imperméabiliser) ;
- Une plateforme ARM de 2 500 m² dont 900 m² couvert (hangar) ;
- Une aire de lavage des matériaux sur plate-forme étanche de 1 200 m² ;
- Une aire de stockage des unités mobiles de traitement, des produits vrac nécessaires au traitement ;
- Une aire de stockage des matériaux traités, produits valorisables avant expédition de 3 300 m² ;
- Un module de traitement des effluents gazeux ;
- Un module de traitement des eaux de process ;
- Un bassin de rétention et de régulation des eaux pluviales (EP) ;
- Un bassin de rétention et de régulation des eaux industrielles (EI) ;
- Un pont bascule, ainsi qu'un poste de contrôle de la radioactivité ;
- Un atelier, module accueillant les équipements techniques annexes (pomperie, filtres...) ;
- Un espace type laboratoire permettant de réaliser des tests de performances et de développement des process de traitement des terres impactées ;
- Différents modules de stockage technique ;
- Un atelier de maintenance des engins.

ARTICLE 6 : Modification de l'article 2.8 « Récapitulatif des documents à tenir à disposition et à transmettre à l'inspection » de l'arrêté du 20 septembre 2019

L'exploitant doit effectuer les contrôles suivants et tenir à disposition de l'inspection les justificatifs de réalisation et de travaux de mise en conformité pour :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.6.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.6.5	Changement d'exploitant	Demande de changement d'exploitant soumise à autorisation
ARTICLE 1.6.6	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 2.6.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
CHAPITRE 9.2	Autosurveillance	Voir chapitre 9.2
CHAPITRE 9.4	Bilans, rapports annuels... Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)

ARTICLE 7 : Modification de l'article 3.3.2 « Conditions générales de rejet » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Le plan avec l'emplacement des différents conduits sur la plateforme « Biopile » du site d'Alizay est le suivant :



Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

	Installations raccordées	Hauteur (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm ³ /h)	Vitesse mini d'éjection (en m/s)	Système de traitement
Conduit N° 1	Traitement biologique (biopiles)	2.5-3 m	0,11	1000 m ³ /h	35 m/s	filtre à charbon actif.]
Conduit N° 2	Traitement biologique (biopiles)	2.5-3 m	0,11	1000 m ³ /h	35 m/s	filtre à charbon actif.
Conduit N° 3	Traitement biologique (biopiles)	2.5-3 m	0,11	1000 m ³ /h	35 m/s	filtre à charbon actif.
Conduit N° 4	Traitement biologique (biopiles)	2.5-3 m	0,11	1000 m ³ /h	35 m/s	filtre à charbon actif.

ARTICLE 8 : Modification de l'article 4.1.1 « Origine des approvisionnements en eau » de l'arrêté du 20 septembre 2019

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau, à savoir les eaux du réseau public et le forage industriel, sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ce dispositif est relevé mensuellement pour le forage industriel et annuellement pour le point de captage du réseau d'eau publique. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Prélèvement maximal horaire
Eau souterraine	Nappe de la Craie	10 000 m³/an	20 m³/h

Un ou plusieurs disconnecteurs ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique et dans la nappe.

L'eau sera utilisée sur le site pour les besoins suivants et aura pour origine :

Utilisation	Quantité estimée	Origine
Besoins sanitaires (lavabos, douches, toilettes...)	200 m³ /an	Eau potable (réseau public)
Besoins industriels de l'installation de lavage des terres et déchets	Fonctionnement en circuit fermé de la boucle de lavage : débit 250 m³/h	Bassin de stockage des eaux pluviales alimentant la cuve de 850 m³ de l'installation de lavage Forage captant la nappe de la Craie Eau potable pour la station de préparation des polymères
Besoin industriel de l'installation ARM	2500 m³/an avec débit maximum de 3m³/h	Cuve de 850 m³ ou bassin de stockage des eaux industrielles Bassin de stockage des eaux pluviales Forage captant la nappe de la Craie
Besoin industriel de l'installation de traitement par biopile (arrosage)	-	Bassin de stockage des eaux pluviales
Autres : arrosage des pistes et lavage des engins	-	Bassin de stockage des eaux pluviales

Les consommations en eau de l'installation de lavage sont enregistrées.

Le réseau d'eau potable alimente uniquement les besoins sanitaires et éventuellement la station de préparation de polymères.

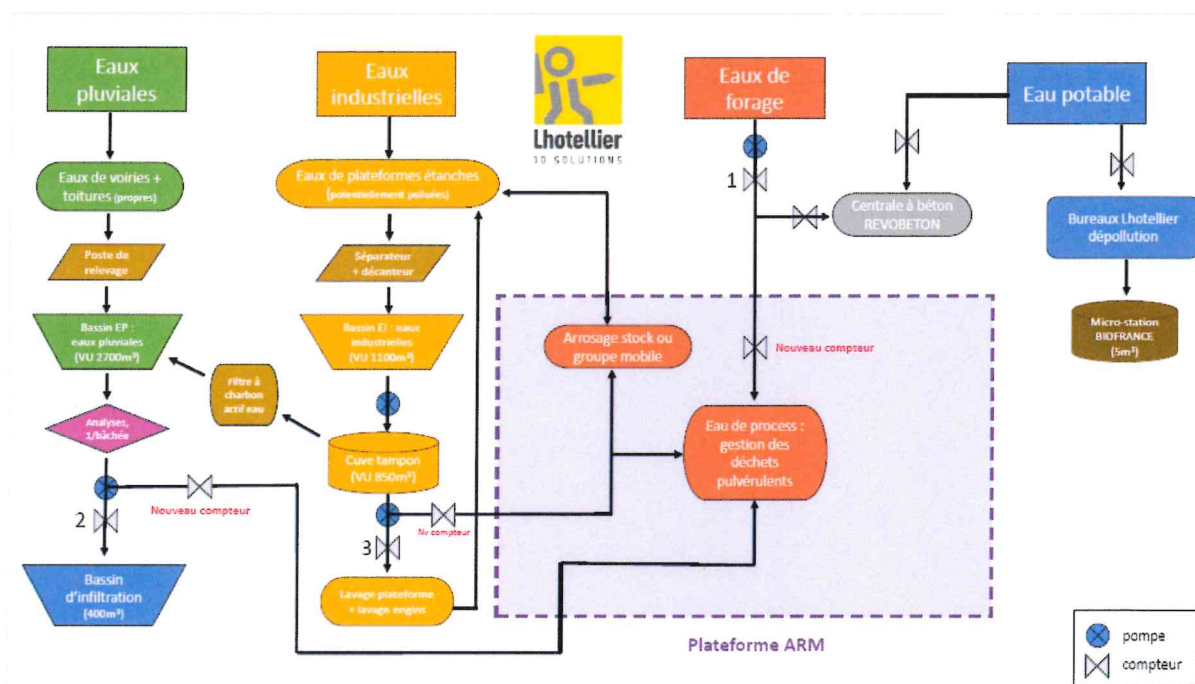
ARTICLE 9 : Modification de l'article 4.3.1 « Identification des effluents » de l'arrêté du 20 septembre 2019

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux usées sanitaires et domestiques ;
- eaux pluviales de toiture et eaux de ruissellement de voiries ;
- eaux industrielles : uniquement les eaux pluviales de ruissellement sur les plate-formes techniques de traitement.

Les effluents internes de procédé des installations de traitement de lavage, de biopile et de l'activité ARM sont gérés de façon indépendante. Ces effluents ne sont pas autorisés à être rejetés dans les catégories d'effluents cités ci-dessus ni vers le milieu naturel, ils sont gérés en interne et éliminés si nécessaire comme déchets vers une filière adaptée extérieure.

Le schéma de gestion des eaux pluviales figure ci-dessous :



ARTICLE 10 : Modification de l'article 4.3.5 « Eaux industrielles : uniquement les eaux pluviales de ruissellement sur les plate-formes techniques de traitement » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Les eaux pluviales de ruissellement sur les plate-formes techniques de traitement (biopile, ARM et lavage) sont collectées et dirigées vers le bassin de rétention EI (eaux industrielles) après passage par des séparateurs à hydrocarbures correctement dimensionnés (un dispositif de traitement par plate-forme). Le bassin d'un volume minimal de 1 020 m³ a été dimensionné sur la base d'un orage centennal. Chaque séparateur à hydrocarbures est vérifié, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an conformément au point 4.3.8 des présentes prescriptions.

Si nécessaire, en fonction des résultats des analyses (MES...), les eaux du bassin re-circulent dans le bassin via un système de filtration.

Après validation de la conformité des eaux avec les dispositions de l'article 4.3.11, les effluents sont pompés pour être dirigés dans le bassin d'infiltration de 400 m³. Le débit de fuite du bassin via la pompe de relevage est de 14 l/s (soit 25 m³/h).

Le bassin est inspecté régulièrement, en cas de besoin un curage est réalisé.

Les eaux de ce bassin sont utilisées pour alimenter en eau l'installation de traitement par lavage ou pour l'arrosage des biopiles.

ARTICLE 11 : Modification de l'article 4.3.12 « Réseau eaux souterraines » de l'arrêté du 20 septembre 2019

L'exploitant entretient un réseau de piézomètres permettant un suivi de la qualité des eaux souterraines. Ce réseau comporte au minimum 4 piézomètres (Pz1 ; Pz2 ; Pz3 ; Pz4) permettant un suivi semestriel de la qualité des eaux (cf. chapitre 9.2.3 des présentes prescriptions et annexe).

ARTICLE 12 : Modification de l'article 5.4.1 « Déchets autorisés » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Les déchets accueillis, traités ou transitant sur le site sont les suivant :

Famille	Code déchets	Dénomination
01 03		Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères.
	01 03 09	Boues rouges issues de la production d'alumine autres que celles visées à la rubrique 01 03 07.
01 04		Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères.
	01 04 12	Steriles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11.
10 01		Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19).
	10 01 01	Mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04).
	10 01 02	Cendres volantes de charbon.
	10 01 03	Cendres volantes de tourbe et de bois non traité.
	10 01 05	Déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée.
	10 01 15	Mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la co-incinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14.
	10 01 17	Cendres volantes provenant de la co-incinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16.
	10 01 19	Déchets provenant de l'épuration des gaz autres que ceux visés aux rubriques 10 01 05, 10 01 07 et 10 01 18.
	10 01 24	Sables provenant de lits fluidisés.
10 02		déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier.
	10 02 01	Déchets de laitiers de hauts-fourneaux et d'aciéries.
	10 02 02	Laitiers non traités.
	10 02 08	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 07.
	10 02 10	Battitures de laminoir.
10 09		Déchets de fonderie de métaux ferreux.
	10 09 03	Laitiers de four de fonderie.
	10 09 06	Noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05.
	10 09 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07.
	10 09 10	Poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 09 09.

	10 09 12	Autres fines non visées à la rubrique 10 09 11.
10 13		déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés ;
	10 13 04	Déchets de calcination et d'hydratation de la chaux.
	10 13 06	Fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13).
	10 13 11	Déchets provenant de la fabrication de matériaux composites à base de ciment autres que ceux visés aux rubriques 10 13 09 et 10 13 10.
	10 13 14	Déchets et boues de béton.
11 01		déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation) ;
	11 01 10	Boues et gâteaux de filtration autres que ceux visés à la rubrique 11 01 09.
12 01		Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques.
	12 01 17	Déchets de grenailage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16.
13 05		Contenu de séparateurs eau/hydrocarbures
	13 05 02*	Boues provenant de séparateur eau/ hydrocarbures
16 03		Loupés de fabrication et produits non utilisés
	16 03 04	Déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03.
16 08		Catalyseurs usés.
	16 08 03	Catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition non spécifiés ailleurs.
	16 08 04	Vrac autres matériaux vrac pulvérulent
17 01		béton, briques, tuiles et céramiques
	17 01 01	Béton
	17 01 02	Briques
	17 01 03	Tuiles et céramiques
	17 01 06*	Mélanges ou fractions séparées de béton, briques et céramiques contenant des substances dangereuses
	17 01 07	Mélange de bétons, briques et céramiques autres que 17 01 06
17 03		Mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés.
	17 03 02	Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01.
17 05		Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage.
	17 05 03*	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses

	17 05 04	Terres et cailloux autres que 17 05 03
	17 05 05*	Boues de dragage contenant des substances dangereuses
	17 05 06	Boues de dragage autres que 17 05 05
	17 05 07*	Ballast de voie contenant des substances dangereuses
	17 05 08	Ballast de voie autre que 17 05 07
17 06		matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante
	17 06 04	Laine Minérale
17 08		matériaux de construction à base de gypse
	17 08 01*	Matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses
	17 08 02	Matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01.
17 09		Autres déchets de construction et de démolition
	17 09 01*	Déchets de construction et de démolition contenant du mercure
	17 09 03*	Autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses
	17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autre que 17 09 01, 02 et 03
19 01		déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets ;
	19 01 02	Déchets de déferailage des mâchefers.
	19 01 12	Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11.
	19 01 14	Cendres volantes autres que celles visées à la rubrique 19 01 13.
	19 01 16	Cendres sous chaudière autres que celles visées à la rubrique 19 01 15.
	19 01 19	Sables provenant de lits fluidisés.
19 13		Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines.
	19 13 01*	Déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses
	19 13 02	Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que 19 13 01
	19 13 03*	Boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses
	19 13 04	Boues provenant de la décontamination des sols autres que 19 13 01
	19 13 06	Boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que 19 13 05
20 03		Autres déchets municipaux.
	20 03 03	Déchets de nettoyage des rues.

ARTICLE 13 : Modification de l'article 5.4.4 «Caractéristiques des déchets acceptés sur site » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Avant toute acceptation de déchets, l'exploitation applique les procédures d'information et d'acceptation préalable des déchets.

Les déchets autorisés sur site répondent aux caractéristiques suivantes :

Tableau 4 : Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter

Polluants	Teneur maximale admissible en mg/kg de MS (valeurs limites en matière de lixiviation calculées sur la base d'un ration liquide solide de 10 l/kg)
Arsenic	5
Baryum	100
Cadmium	50
Chrome total	2 000
Cuivre	100
Mercur	50
Molybdène	10
Nickel	10
Plomb	10
Antimoine	10
Sélénium	5
Zinc	12
Fluorures	50
Indice phénols	500
COT sur éluat	1 000
Fraction soluble	50 000

Tableau 5 : Paramètres à analyser en contenu total sur brut

Polluants	Teneur maximale admissible en mg/kg de MS
COT	200 000
BTEX (Dont benzène)	20 000
HAP	50 000
Dont benzo(a)pyrène	
Hydrocarbures pétroliers	100 000
PCB	50
COHV	1 000

Tableau 6 : Valeurs limites complémentaires et uniquement pour les boues issues du curage des réseaux d'assainissement

Polluants	Teneur maximale admissible
Salmonelles	500 NPP/10 g MS
Entérovirus	5 NPPUC/10 g de MS
Oeufs d'Helminthes	5 oeufs/10 g de MS

Si les matériaux à traiter comportent d'autres contaminants que ceux précédemment cités, l'accord préalable de l'inspection des installations classées est demandé.

ARTICLE 14 : Modification de l'article 5.5.2.1 « Caractérisation de base » de l'arrêté du 20 septembre 2019

La **caractérisation de base** est la première étape de la *procédure d'acceptation*. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'admission.

La **caractérisation de base** est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fera l'objet d'une caractérisation de base.

1.1.1.1. → *Informations à fournir* :

Les informations à fournir sont les suivantes :

- source et origine du déchet,
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits),
- données concernant la composition du déchet et son comportement en matière de lixiviation,
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique),
- code déchet conforme à la réglementation en vigueur,
- précautions éventuelles à prendre au niveau de l'installation de traitement des déchets réceptrice.

→ Essais à réaliser :

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais en laboratoire requis et les relations entre la **caractérisation de base** et la **vérification de la conformité** dépendent du type de déchets et des **critères d'admission** fixés pour chaque installation de traitement des déchets du site.

Il convient cependant de réaliser a minima le **test de potentiel polluant et les analyses nécessaires à la caractérisation des déchets acceptés sur le site tels que décrits à l'article 5.4.4**. Les essais réalisés lors de la **caractérisation de base** doivent de plus toujours inclure les essais prévus à la **vérification de la conformité** et un essai permettant, si nécessaire, de connaître la radioactivité.

Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés sous la responsabilité du producteur du déchet ou de l'exploitant.

Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la **caractérisation de base** après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont connues et dûment justifiées,
- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lesquels la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission,
- En cas de situation d'urgence (par exemple pollution accidentelle, déversement accidentel, ...), des déchets pourront être acceptés sur site avec une gestion adaptée au lot concerné et sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées.

Un déchet ne sera admissible que si les **critères d'admission** sont respectés à l'issue notamment de la caractérisation des déchets, selon les critères d'acceptation présentés dans l'article 5.4.4.

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la **caractérisation de base** apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets.

Par défaut et pour définir le caractère dangereux ou non du déchet, le **test de potentiel polluant** à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2 et l'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte a minima sur :

- les métaux : As, Ba, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn,
- les fluorures,
- l'indice phénols,
- le carbone organique total sur éluat,
- l'évaluation de la siccité du déchet brut,
- l'évaluation de la fraction soluble,
- tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation.

Dans le cadre des déchets bitumineux 170302, le caractère non dangereux sera en particulier vérifié. Tout déchet bitumineux dangereux sera refusé. La caractérisation de base pour les déchets bitumineux reprend l'ensemble des paramètres nommés ci-dessus auxquels il faut notamment ajouter :

- absence d'amiante,
- HAP,
- HCT.
- Pour les enrobés en provenance de sites potentiellement pollués, la caractérisation de base pour les déchets bitumineux reprend l'ensemble des paramètres nommés ci-dessus auxquels il faut également ajouter les 9 éléments traces métalliques usuels sur brut (Pb, Hg, Cd, Zn, Ni, Cu, Se, As, Cr), ainsi que tout autre paramètre susceptible d'être présent au vu du contexte. Une caractérisation selon la méthode "pire-cas" de l'INERIS pourra être réalisée si nécessaire.

Dans le cadre de la vérification relative au classement SEVESO (rubrique 2790), la caractérisation de base pour les déchets dangereux reprend l'ensemble des paramètres nommés ci-dessus auxquels il faut ajouter :

- les métaux : Cr VI et Cd,
- les 16 HAP : Naphtalène, Acénaphthylène, fluorène, Phénanthrène, Anthracène, Fluoranthène, Pyrène, Chrysène, Benzo (a) anthracène, Benzo (a) pyrène, Benzo (b) fluoranthène, Benzo (k) fluoranthène, Dibenzo (a,h) anthracène, Indéno (1,2,3,c,d) pyrène, Benzo (g,h,i) pérylène.

ARTICLE 15 : Modification de l'article 8.2 «Conditions d'entreposage des terres et déchets» de l'arrêté du 20 septembre 2019

Les terres et déchets entrants sont accueillis :

- soit en attente de traitement puis d'expédition,
- soit en transit uniquement (passage sur le site sans traitement).

Le site est organisé en zones de transit / d'attente avant traitement puis attente avant expédition en fonction du traitement et de la dangerosité des terres et déchets accueillis.

La durée maximale de transit des déchets est de 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés ultérieurement ou 1 an s'ils sont destinés à l'élimination à compter de la date de réception des déchets sur site.

Les zones de stockage et de traitement sont clairement délimitées et identifiées sur le site sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les lots de chacun des producteurs ou détenteurs initiaux y sont clairement délimités et identifiés.

Un plan disponible sur le site indique :

- le numéro de la zone,
- le numéro et nom de chacun des lots de déchets stockés sur la zone, ainsi que leur date d'arrivée sur site,
- la caractéristique des terres et déchets présents dans la zone (pollution / organique / minérale...),
- la quantité de terres ou déchets présents dans la zone,
- la date d'identification de cette quantité.

Les zones destinées à accueillir des déchets dangereux sont imperméables et les eaux de ruissellement sont dirigées dans les filières de traitement adaptées, conformément au titre 4 des présentes prescriptions. Les lots de matériaux dangereux et dont les polluants sont potentiellement lixiviables sont bâchés.

Les enrobés inertes seront stockés soit sur la plateforme valorisation actuelle (secteur sud-ouest du périmètre autorisé), soit au nord-est du site sur le secteur en attente d'aménagement de plateformes étanches.

Les enrobés caractérisés comme non inertes non dangereux seront déposés dans la plateforme de réception couverte, qui bénéficie d'une dalle étanche avec récupération des eaux de ruissellement.

Les autres zones de même que les voies de circulation sont imperméabilisées.

La hauteur limite des tas constitués dans chacune de ces zones est de 5 mètres.



ARTICLE 16 : Modification de l'article 8.4 « Orientation vers un procédé de traitement » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Les deux procédés de traitements mis en œuvre sont :

- Un traitement biologique dit « biopile » sous forme d'andains. Il s'agit d'un traitement biologique des terres en terre qui permet de réduire la part de la pollution organique par la sollicitation des micro-organismes naturellement présents dans les terres en leur fournissant des conditions optimales de développement par l'optimisation de l'humidité des terres, de l'aération et par l'apport de nutriments. Le traitement ex-situ des terres par voie biologique est l'élimination, l'atténuation ou la transformation de substances polluantes en les convertissant en produits inoffensifs pour l'environnement et la santé humaine,
- Un traitement physico-chimique dit « lavage » de terres impactées principalement en métaux. Il s'agit d'un procédé de tri, criblage et lavage de terres impactées pour de nombreux polluants. L'installation aura une capacité de l'ordre de 50 t/h.

En addition, une activité ARM (« Alternative Raw Materials » : matières premières alternatives) est mise en place et consiste à trier et préparer, les déchets non dangereux (principalement non inertes), afin de les valoriser en cimenterie.

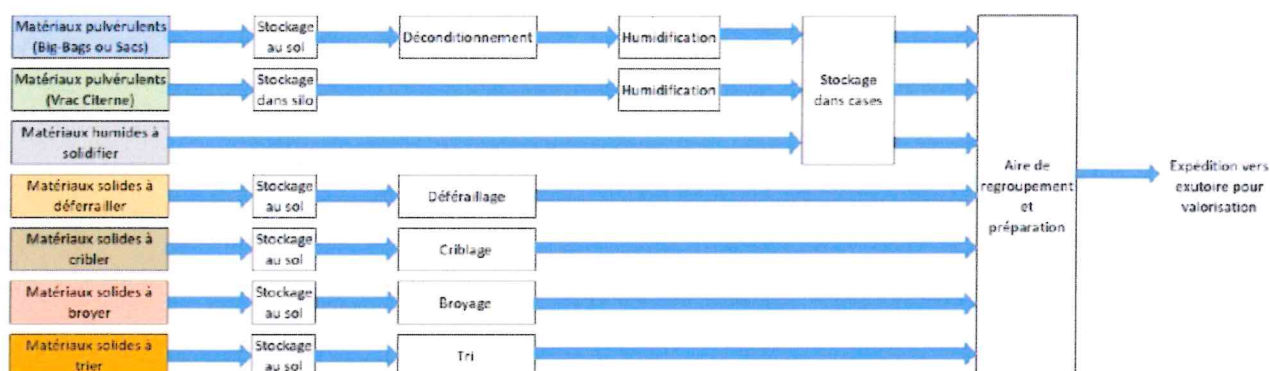
L'exploitant fixe pour chaque procédé les paramètres de pollution avec les seuils limites à ne pas dépasser en entrée de procédé et s'assure de la conformité des déchets avec ces critères avant mise en traitement.

ARTICLE 17 : Modification de l'article 8.5 « Installation de traitement par thermopile» de l'arrêté du 20 septembre 2019 et remplacement par l'article 8.5 « Activité ARM »

Article 8.5.1 Procédé ARM

L'activité ARM (« Alternative Raw Materials » : matières premières alternatives) consiste à trier et préparer, les déchets non dangereux (principalement non inertes), afin de les valoriser en cimenterie.

Le schéma synoptique de la plateforme de préparation est présenté ci-après :



Selon les besoins, les déchets entrant sur la plateforme de préparation pourront être massifiés, concassés, criblés puis éventuellement déferailés par campagne par le biais d'un groupe mobile.

Après préparation, les matériaux humidifiés seront ensuite repris par un engin puis stockés dans les cases situées à l'intérieur du hangar. L'objectif est d'évacuer les matériaux dès que possible vers leur exutoire final.

Au maximum, **25 000 t/an de déchets** sont massifiés sur la plateforme ARM.

Tout déchet entrant sur la plateforme Activité ARM fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable.

Les registres chronologiques entrants et sortants sont tenus à la disposition de l'administration. La plateforme fonctionnera 5j/7, du lundi au vendredi.

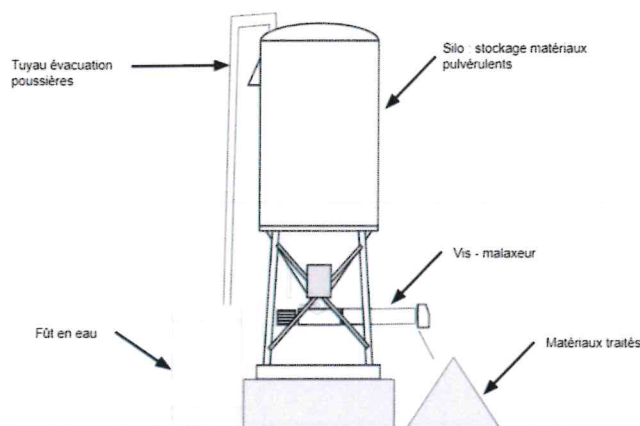
Article 8.5.2 Stockage en attente de l'activité ARM

L'ensemble des déchets réceptionnés sur la plateforme est acheminé par camion.

- Les déchets solides sont stockés sur la dalle étanche en extérieur,
- Les boues sont stockées dans les cases situées dans le hangar. Il est à noter que ces boues sont pelletables,
- Les matériaux pulvérulents sont réceptionnés dans différents contenants : en citerne, en big bag ou en sacs. Ils sont stockés :
 - soit dans des silos sur la plateforme extérieure lorsqu'ils seront transportés en citerne,
 - soit sous le hangar lorsqu'ils seront acheminés en big bags ou sacs,
 - Ils sont massifiés et rendus non pulvérulents par une opération de malaxage avec apport d'eau. L'objectif est d'atteindre une consistance équivalente à un matériau légèrement humide et pelletable, et d'éviter les envols de poussières.

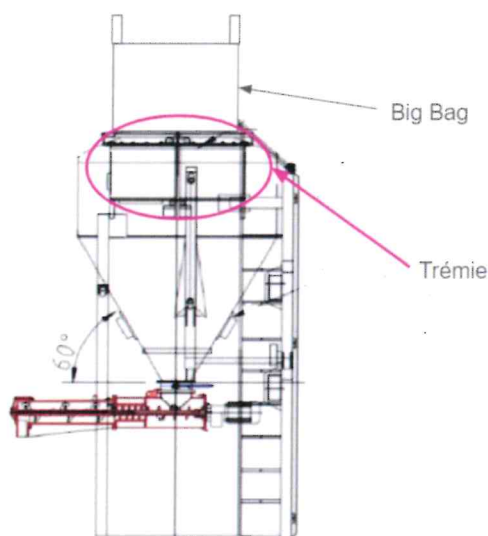
Selon le type de contenant, l'opération diffère légèrement :

- Lorsque les déchets pulvérulents sont stockés en silo : par gravitation, ils sont acheminés directement dans la vis sans fin du malaxeur avec apport d'eau (voir schéma de principe ci-dessous) :



- Lorsque les déchets pulvérulents sont conditionnés en big bag. L'opération de débigbagage et de mélange avec de l'eau est réalisée comme suit :
 - Manutention et levage du big bag par un chariot élévateur,

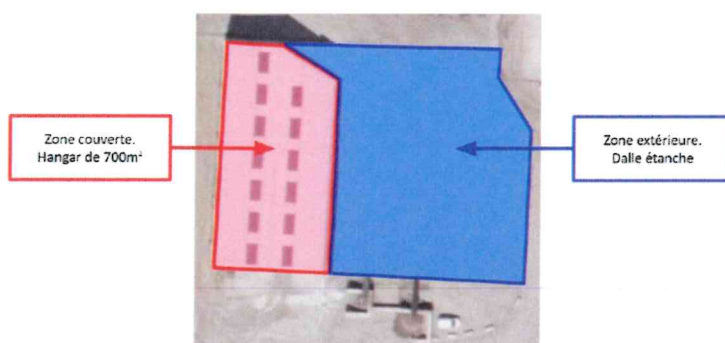
- Dépose du big bag sur la trémie de transfert. La trémie est équipée d'un système permettant le perçage du big bag par son fond. Un autre dispositif permet d'assurer l'étanchéité entre le big bag et la trémie. La trémie est située à l'intérieur d'un silo. Les poussières sont ainsi contenues. Sous la trémie est positionnée le malaxeur avec l'apport d'eau. Les déchets humidifiés sont ensuite repris par un engin et stockés dans des cases sous le hangar.



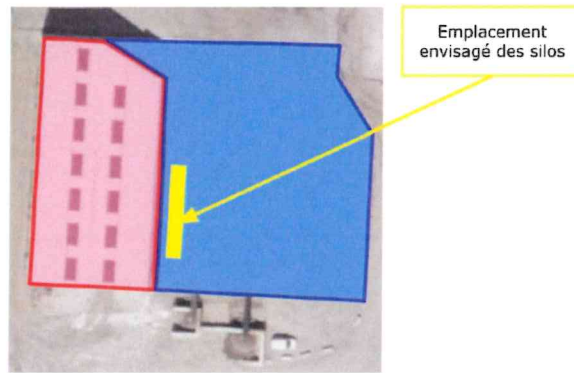
- Lorsque les déchets pulvérulents sont conditionnés en sacs, stockés sous le hangar. L'opération envisagée est la suivante : les sacs seront alimentés vers un dispositif couvert d'ouverture avec séparation des sacs et de leur contenu. Les poussières seront rabattues par aspersion. *

Article 8.5.3 Dispositions constructives

L'activité ARM concerne une zone couverte de 900 m² et une zone extérieure sur dalle étanche, de 1 600 m², pour une surface totale de 2 500 m².



Deux silos sont installés sur la plateforme extérieure.



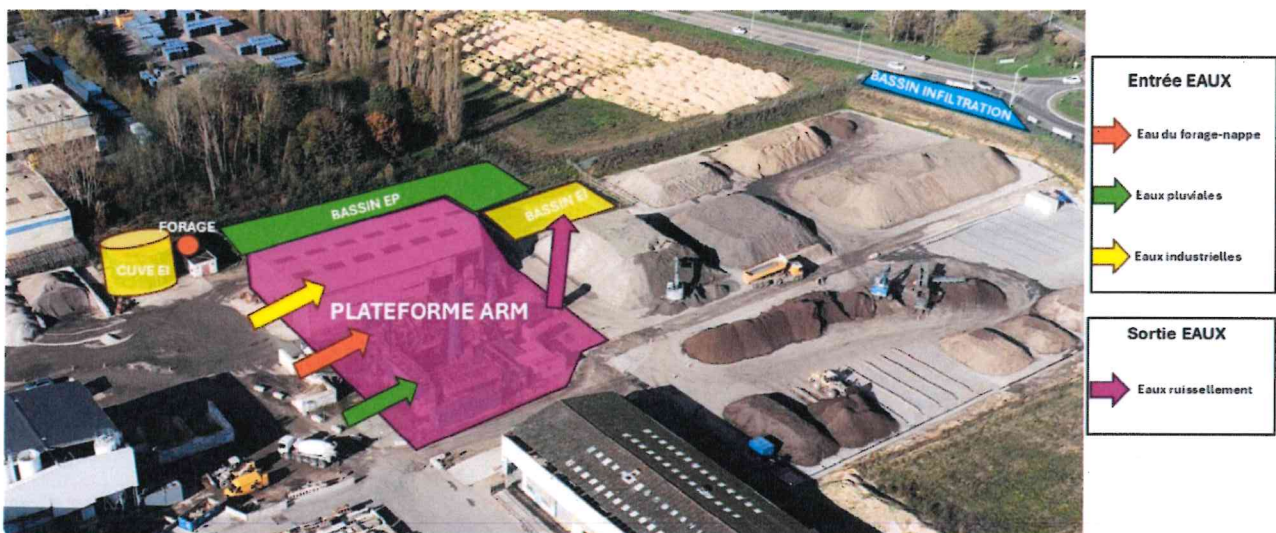
Article 8.5.4 Gestion des eaux

Pour ses besoins de fonctionnement (limitation des poussières, malaxage des déchets pulvérulents), l'activité ARM est alimentée en eau.

Par ordre de priorité, les eaux utilisées sont celles pompées :

- dans la citerne de 850m³ ou dans le bassin de stockage des Eaux Industrielles,
- dans le bassin de stockage des Eaux Pluviales,
- dans la nappe de craie.

Le besoin annuel total en eau estimée pour l'activité ARM est de 2 500 m³ avec un débit maximum de l'ordre de 3 m³/h.



Article 8.5.5 Contrôle à l'issue

Si les éléments fournis à l'acceptation d'un lot respectent à la fois les critères d'acceptation du présent arrêté et de l'exutoire de sortie, ce dernier peut être évacué sans faire l'objet avant évacuation d'une caractérisation par un laboratoire accrédité.

Dans le cas contraire, avant leur évacuation, chaque lot fait l'objet d'une caractérisation par un laboratoire accrédité par fraction de 500 tonnes : prise d'un échantillon composite issu de quinze prélèvements élémentaires provenant d'un échantillonnage stratifié au hasard (à l'aide d'un

équipement cité par la norme iso-10-381-8) et analyse sur l'ensemble des paramètres permettant de justifier le respect des critères d'acceptation de l'exutoire de sortie.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les documents permettant de justifier de la conformité du lot sortant.

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements inopinés ou non et à des analyses par un laboratoire indépendant ainsi qu'une caractérisation en dangerosité sur les déchets.

ARTICLE 18 : Modification de l'article 8.7.1 « Procédé de lavage » de l'arrêté du 20 septembre 2019

L'installation de lavage a les caractéristiques suivantes :

- Capacité de traitement de l'ordre de 50 t/h pour des matériaux « traitables par lavage »,
- Fonctionnement en circuit fermé de la boucle de lavage (débit 250 m³/h) avec système de traitement des eaux.
- Déshydratation des boues par filtre-presse ;
- Emprise au sol d'une superficie d'environ 1 200 m² hors zone de circulation et de stockage des matériaux lavés et des particules fines.

Les besoins en eau et le devenir des effluents de ce process sont gérées conformément aux dispositions du chapitre 4.

L'exploitant définit les critères d'entrée du procédé et vérifie que les matériaux/déchets les respectent : nature des matériaux, répartition granulométrique (courbe granulométrique), pourcentage de particules fines, nature des polluants et tient ces éléments à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le cas échéant, une étude particulière prenant en considération l'ensemble des paramètres influençant la qualité du process par lavage est réalisée pour statuer sur la faisabilité du traitement et en particulier la nature et la forme sous laquelle les polluants sont présents dans les matériaux.

Les paramètres physico-chimiques relatifs au traitement par lavage des matériaux sont suivis et contrôlés. Les principaux paramètres de l'unité de traitement de l'eau intégrée au procédé de lavage sont surveillés (pH, débit, MES,...) à certains points clés (à l'entrée et à la sortie par exemple) afin de s'assurer du bon fonctionnement de cette unité.

A l'issue du lavage, la pollution est concentrée dans la fraction fine des matériaux et les fractions supérieures sont des matériaux valorisables :

- les boues sont stockées sur une zone dédiée couverte,
- les fractions valorisables sont stockées sur la zone dédiée.

ARTICLE 19 : Modification de l'article 8.8 « Unité de traitement de l'air commune (biopile/thermopile) » de l'arrêté du 20 septembre 2019 et remplacement par l'article 8.8 « Unité de traitement de l'air(biopile) »

Afin de limiter les émissions de COV dues au traitement des terres impactées, les composés gazeux collectés par le réseau d'aspiration des biopiles sont canalisés sur un biofiltre et/ou un module au charbon actif, correctement dimensionné.

Le bon fonctionnement de l'unité de traitement de l'air est contrôlé dès le début du traitement, puis vérifié périodiquement selon les méthodes appropriées, à minima hebdomadairement. Les résultats de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'équivalent d'un volume de consommables du dispositif de traitement par charbon actif est disponible en permanence sur le site.

Les valeurs cibles visées par le traitement sont les suivantes :

- un rendement épuratoire de 95 % pour les COV,
- un rejet maximal en COV totaux de 20 mg/m³.

Le rejet doit respecter les valeurs limites de l'article 3.3.3 et respecter la fréquence de surveillance des émissions de l'article 9.2.1.

ARTICLE 20 : Modification de l'article 8.9 « Destination des terres après traitement ou transit » de l'arrêté du 20 septembre 2019 par « destination des terres ou déchets après traitement ou transit »

L'article 8.9.1 « Filières de valorisation » est modifié comme suit :

Dans le cas d'un retour des terres sur le site d'origine, les critères de décontamination seront définis par l'autorité réglementaire compétente localement.

Chaque évacuation fait l'objet d'un enregistrement sur le registre de déchets prévu à l'article 5.2.3 des présentes prescriptions.

Les déchets considérés comme dangereux à l'issue du traitement ne peuvent être valorisés.

Les déchets non dangereux non inertes ou inertes à l'issue du traitement peuvent être valorisés notamment :

- en technique routière ou génie civil : l'exploitant suit les recommandations et la démarche du guide SETRA, « guide d'acceptabilité de matériaux alternatifs en technique routière » de mars 2011, guide référence au moment de la rédaction des présentes prescriptions en matière de réemploi des terres et déchets de déconstruction en valorisation routière,
- autre type de valorisation à condition qu'une étude spécifique de réutilisation soit réalisée afin d'évaluer l'acceptabilité du milieu récepteur (cf. guide du MEDDE et du BRGM de "réutilisation hors-site des terres excavées en technique routière et dans les projets d'aménagement" de février 2017 sus-cité,
- recyclage des fractions les plus grosses des déchets de déconstruction inertes,
- négoce pour réutilisation ultérieure,
- à défaut, en filières spécifiques de stockages de déchets non dangereux inertes ou non inertes pour élimination.

Les déchets non dangereux non inertes ou inertes peuvent également être valorisés via l'activité ARM : l'activité permet de recevoir, massifier et préparer les déchets pour une valorisation vers la filière cimenterie.

Dans tous les cas, quelle que soit la nature des terres et déchets, la valorisation ou l'élimination des terres en dehors de la France fait l'objet d'une procédure de notification au titre du règlement européen 1013/2006 CE du 14 juin 2006 (transfert transfrontalier de déchets).

ARTICLE 21 : Modification de l'article 9.2.1 « Auto surveillance des rejets atmosphériques» de l'arrêté du 20 septembre 2019

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Les mesures portent sur le rejet des conduits n°1, 2, 3 et 4 :

Paramètre	Fréquence	Commentaire
Débit en sortie de traitement	Tous les 6 mois	-
Poussières	Tous les 6 mois	-
NH ₃	Tous les 6 mois	-
COV totaux exprimé en carbone total	Hebdomadaire	Suivi de l'efficacité du traitement de l'air par le biais d'analyses hebdomadaires des COV (analyseur PID) ou équivalent
	Tous les 6 mois	-
COV visés à l'annexe III et COV à mention de danger H340, H350, H350i, H350D ou H360F	Tous les 6 mois	-
H ₂ S	Tous les 6 mois	-
HCN	Tous les 6 mois	-

ARTICLE 22 : Modification de l'article 9.2.3 « Suivi des eaux souterraines» de l'arrêté du 20 septembre 2019

Les 4 piézomètres mis en place font l'objet d'un suivi : pz1, pz2, pz3 et pz4.

Le piézomètre 5 (pz5) non utilisé fait l'objet d'un comblement selon les règles de l'art.



Les paramètres analysés sont à minima les mêmes que ceux analysés dans le cadre des rejets d'eau superficielles et/ou mis en évidence dans le cadre du diagnostic de l'état de pollution du sol et sous-sol :

Paramètres	Périodicité de l'autosurveillance assurée par l'exploitant
MES	Semestrielle
HAP	Semestrielle
BTEX	Semestrielle
COHV	Semestrielle
Composé organique halogénés en AOX	Semestrielle
Arsenic et composés (en As)	Semestrielle
Cadmium et composés (en Cd)	Semestrielle
Chrome et composés (en Cr)	Semestrielle
Cuivre et composés (en Cu)	Semestrielle

Mercure et composés (en Hg)	Semestrielle
Nickel et composés (en Ni)	Semestrielle
Plomb et composés (en Pb)	Semestrielle
Zinc et composées (en Zn)	Semestrielle
Fer, aluminium et composés	Semestrielle
Fluor et composés (en F)	Semestrielle
Manganèse et composés (en Mn)	Semestrielle
Métaux totaux (somme)	Semestrielle
Hydrocarbures totaux (HCT)	Semestrielle
Azote global	Semestrielle
Phosphore global	Semestrielle
Carbone organique Total (COT)	Semestrielle

Le puits industriel de pompage des eaux de la nappe fait l'objet d'un suivi tel que défini à l'article 4.1.3.1. Cette surveillance porte sur les paramètres du tableau ci-avant.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension (plan de situation, sens d'écoulement des eaux, suivi de tendance sous forme de graphique et tableaux, analyse de référence, ...).

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'Inspection des Installations Classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Il sera également précisé :

- les éventuelles anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement ou de la dérive ;
- les actions immédiatement mises en œuvre pour résorber les anomalies ou pour juguler la dérive amorcée ;
- les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de situation.

Un bilan de ces résultats sera réalisé **tous les 4 ans**. Au bout de cette période, l'adaptation de ce programme pourra être examinée et proposé par l'exploitant et un nouveau programme mis en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 23 : Modification de l'article 9.2.6 « Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement » de l'arrêté du 20 septembre 2019

Avant mise en activité des installations et au cours de l'exploitation, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air à l'extérieur du site sur les paramètres suivants et/ou des retombées de poussières :

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
Poussières	Annuelle	Méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008)

<i>Mesures en concentration :</i> Benzène COV NH3 Métaux : Baryum, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc.	Annuelle	Par tube passif sur charbon actif : 3 points de mesure (dont un témoin) placés en dehors du site et à proximité des zones d'habitation
--	----------	--

Le nombre de points de mesure, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice.

Trois points de mesure sont suivis. Un point additionnel, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu (3bis).



La fréquence de suivi est annuelle (dont au moins une en période estivale par temps sec et vent faible) et pour une durée de 3 ans à compter de la mise en service de l'installation. Au bout de cette période, la pertinence de poursuivre cette surveillance ou l'adaptation de ce programme pourront être examinées par l'exploitant et un nouveau programme (ou l'arrêt) mis en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées **en continu** sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Ces mesures sont réalisées dans les conditions représentatives de l'activité, par temps sec et vent faible.

ARTICLE 24 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 25 : PUBLICITE ET EXECUTION

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- monsieur le sous-préfet de Les Andelys,
- monsieur le maire de la commune de Alizay,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le 14 janvier 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES

Annexe 1 : Plan du site

